VIET NAM: La défendeuse des droits sociaux et des droits à la terre Tran Thi Nga doit être immédiatement libérée

GENÈVE-PARIS, 21 juillet 2017 (L'Observatoire & VCHR) – Les autorités vietnamiennes doivent abandonner toutes les charges qui pèsent contre la défendeuse des droits sociaux et des droits à la terre Tran Thi Nga et immédiatement la libérer, ont pressé aujourd'hui l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des droits de l'Homme (un partenariat FIDH-OMCT) et le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR).

Le procès de **Tran Thi Nga** doit se tenir les 25 et 26 juillet au Tribunal populaire de la province de Ha Nam. Elle est poursuivie sous l'empire de l'article 88 du Code pénal (*« propagande contre la République Socialiste du Vietnam »*). Si elle est reconnue coupable, elle risque une peine allant jusqu'à 20 ans d'emprisonnement.

« Les harcèlements contre Tran Thi Nga, son arrestation arbitraire et son procès suivent un schéma répressif qui se reproduira inévitablement à moins que Hanoi ne procède à des réformes institutionnelles et législatives significatives, dont la révision des nombreuses les répressives du pays », a dit le Président de la FIDH Dimitris Christopoulos.

Tran Thi Nga a été arrêtée, le 21 janvier 2017, à Phu Ly, dans la province de Ha Nam, après une perquisition de la police à son domicile et la confiscation de plusieurs de ses biens personnels. Le même jour, le partenaire de Tran Thi Nga, le militant pro-démocratie et blogueur **Luong Dan Ly**, avait également été appréhendé. Il avait été relâché le jour suivant.

La police a accusé Tran Thi Nga d'utiliser l'internet *« pour répandre des vidéos de propagande et des écrits qui sont contre le Gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam »*.

« Nous condamnons vigoureusement les poursuites contre Tran Thi Nga, elles illustrent une fois de plus les efforts incessants du Gouvernement vietnamien visant à intimider et à réduire au silence les défenseurs des droits de l'Homme dans leur activités légitime en faveur des droits humains. Le Viet Nam doit immédiatement et inconditionnellement libérer Tran Thi Nga et tous les autres défenseurs des droits de l'Homme emprisonnés », a déclaré le Secrétaire général de l'OMCT Gerald Staberock.

Tran Thi Nga a subi de façon répétée actes d'intimidations, harcèlements, détentions, interrogatoires et agressions physiques par les agents de la Sécurité du fait de ses activités en faveur des droits de l'Homme. Au mois de mai 2014, un groupe de cinq hommes l'avait attaquée à coups de barre de fer, lui brisant bras et jambes. Durant les jours précédant son arrestation en janvier 2017, Tran Thi Nga avait été sujette à un accroissement des actes d'intimidation et de harcèlement de la part de la Police, comme la surveillance de son domicile et l'usage de la force pour l'empêcher de sortir de chez elle. La Police avait également refusé à un voisin l'autorisation d'emmener ses deux jeunes fils en ville pour leur acheter à manger.

« Le résultat du procès de Tran Thi Nga est couru d'avance et ce ne sera certainement pas la dernière condamnation de défenseurs des droits de l'Homme par les pseudo-tribunaux du Viet Nam. Sans une pression internationale renouvelée, la répression par Hanoi contre les défenseurs des droits de l'Homme continuera d'être aussi brutale », a dit le Président du VCHR Vo Van Ai.

Pour plus d'information, veuillez contacter:
- VCHR: Penelope Faulkner (vietamien/anglais) - Tel: +33 1 45 98 30 85
- FIDH: Andrea Giorgetta (anglais) - Tel: +66 88 6117722 (Bangkok) / Audrey Couprie & Samuel Hanryon (français/anglais) - Tel: +33 6 48 05 91 57 (Paris)
- OMCT: Delphine Reculeau (français/anglais) - Tel: +41 22 809 49 39 (Genève)

L'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme (L'Observatoire) a été fondé en 1997 par la FIDH et l'OMCT. L'objectif de ce programme est de prévenir ou remédier aux situations de répression contre les défenseurs des droits de l'Homme. La FIDH et l'OMCT sont tous deux membres de

ProtectDefenders.eu, le Mécanisme de l'Union Européenne pour les Défenseurs des Droits de l'Homme mis en œuvre par la société civile internationale.